

Proposition présentée par les députés :

M^{mes} et MM. Guy Mettan, Anne Marie von Arx-Vernon, Jean-Luc Forni, Jean-Marc Guinchard, Bertrand Buchs, Salika Wenger, Magali Orsini, Christian Frey, François Lance, Pierre Vanek, Nicole Valiquier Grecuccio

Date de dépôt : 4 septembre 2017

Proposition de motion pour une presse locale forte et indépendante

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- la réorganisation, annoncée par le groupe d'édition Tamedia le 23 août dernier, d'importants titres romands ainsi que la fusion, totale ou partielle, de leurs rédactions ;
- la saignée des rubriques opérée sur la Tribune de Genève, qui perd ses rubriques nationale, internationale, économique et sportive au profit de Lausanne dès le 1^{er} janvier prochain ;
- les probables licenciements y liés dès l'année 2018 ;
- la perte de l'identité et de l'autonomie éditoriale d'un journal faisant partie du patrimoine médiatique genevois depuis 1879 ;
- l'affaiblissement constant de la place médiatique genevoise depuis la disparition de « La Suisse » et du « Journal de Genève » ;
- le bénéfice net en hausse de 76,7 millions du groupe Tamedia pour le premier trimestre de cette année (+37,1%) ;
- la mise en danger voire la disparition dans le paysage romand d'une presse indépendante et plurielle, garante d'une objectivité de l'information ;
- le risque de voir disparaître à terme la Tribune de Genève ou encore Le Matin ;
- la possibilité que le groupe Tamedia se concentre à terme sur un seul titre pour toute la Suisse romande ;

- les difficultés financières régulières que connaît la presse écrite genevoise,

invite le Conseil d'Etat

- à condamner fermement ce démantèlement de la Tribune de Genève ;
- à intervenir auprès du groupe Tamedia afin d'avoir des garanties claires sur le maintien de l'autonomie rédactionnelle intégrale du journal genevois et le non-licenciement de sa rédaction ;
- à convoquer le plus vite possible les partenaires économiques ainsi que les milieux concernés afin d'étudier la mise en place de mesures visant à soutenir et développer les médias locaux genevois restants ;
- à étudier la création d'un fonds de soutien public-privé en faveur d'une presse écrite, radiophonique, télévisuelle locale forte et indépendante.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Le mercredi 23 août dernier, notre canton et sa population apprenaient avec stupéfaction et colère la réorganisation, annoncée par le groupe d'édition Tamedia, d'importants titres romands ainsi que la fusion, totale ou partielle, de leur rédaction.

Qu'implique une telle décision? Cela implique « le remplacement de rubriques suprarégionales par une rédaction centrale pour la Suisse romande et une pour la Suisse alémanique, complétées par des centres de compétences à Lausanne, Berne et Zurich » (Le Temps, 29.08.17).

Cette rationalisation inacceptable a déjà conduit à six licenciements avec la fusion des rédactions du *Matin* et du *20 minutes* et nous en attendons malheureusement d'autres dans le courant de l'année 2018 avec la volonté de dépouiller la *Tribune de Genève* de la majeure partie de ses rubriques pour les regrouper dès le 1^{er} janvier prochain à Lausanne. Les rubriques nationale, internationale, économique et sportive déménageront ainsi à Lausanne pour ne laisser derrière elles que les rubriques locale et culturelle : difficile de croire qu'une quelconque autonomie éditoriale sera maintenue...

C'est ainsi au tour du média connu et apprécié des Genevois depuis 1879 de subir la énième attaque contre le patrimoine médiatique genevois pour d'obscures questions de croissance et de rentabilité. Malgré les lamentations du groupe privé zurichois sur un chiffre d'affaires en baisse (-5,7%), c'est bien un bénéfice net en hausse pour le premier trimestre de cette année (+37,1%) – 76,6 millions de francs – qui a été présenté fin août. Voilà qui laisse perplexe et interroge quant à la légitimité d'une telle mesure, présentée comme indolore pour les emplois, alors qu'elle ne fait que précéder des licenciements qui interviendront aussitôt que les rubriques auront été centralisées à Lausanne, comme ce fut le cas au début 2017 avec *L'Hebdo* et *Le Temps*.

Avec ce démantèlement de la TG, Genève perdra ainsi son dernier grand média d'envergure nationale. Pour Genève, qui est la deuxième ville et la troisième économie cantonale du pays, l'enjeu est majeur. Après la disparition de « *La Suisse* » et du « *Journal de Genève* », elle ne peut pas se permettre de voir s'effacer sans réagir le dernier grand quotidien généraliste de la place.

Si l'on peut se réjouir du redémarrage de Radio Lac, il faut en effet constater que les médias genevois ne sont plus représentés que par Le Courrier, GHI, One FM et Léman Bleu. Mais aucun de ces médias n'atteint une taille critique suffisante pour faire entendre la voix de Genève en Suisse. Il est donc urgent d'entamer une réflexion de fond et une action énergique à la fois pour sauver ce qui peut l'être et développer les médias existants. Et cela d'autant plus que le siège de la RTS à Genève est lui-même menacé par l'initiative « No Billag » et le déplacement de studios sur le campus de l'EPFL.

Soucieux de mettre la démocratie avant la pure rationalité économique et inquiets pour l'avenir d'une presse indépendante et plurielle dans le paysage romand, nous estimons important que le Grand Conseil empoigne cet enjeu capital pour encourager le Conseil d'Etat à défendre une presse locale forte et libre.

Aussi, Mesdames et Messieurs les députés, les auteurs de la présente motion vous remercient de faire bon accueil à leur proposition.